

SUPPLEMENT A LA REVUE

"SOCIALISME OU BARBARIE"

POUVOIR OUVRIER

Janvier 1960 -- N° SPECIAL

Prix: 0,20 NF

L' AUTORITE EST RETABLIE, MAIS LA GUERRE CONTINUE

De Gaulle a parlé. La crise ouverte par l'insurrection des activistes d'Alger, par les hésitations de l'Armée, d'une partie du Gouvernement lui-même, est en voie de solution. De gré ou de force, l'autorité de l'Etat sera rétablie.

MAIS LA GUERRE D'ALGERIE CONTINUERA.

Elle continuera pour deux raisons.

Parce que le peuple algérien refuse de déposer les armes, de se laisser "pacifier" par les 500.000 hommes de l'Armée française et de participer ensuite à des élections organisées par cette même Armée, à laquelle De Gaulle vient de confirmer son but : conserver l'Algérie à la France.

Parce que la population travailleuse, la classe ouvrière française, ne veut ou ne peut pas intervenir, faire entendre sa voix. Les travailleurs font comme si la guerre d'Algérie ne les concernait pas. Depuis plusieurs années, ils payent durement cette guerre et ses conséquences politiques. Mais, déçus par leurs organisations politiques et syndicales, compromises avec la IVème République et toujours prêtes à collaborer avec les patrons et l'Etat, désorientés par la mollesse même des organisations de gauche qui prétendent s'opposer à cette guerre, obligés de subir une discipline renforcée dans les usines, intoxiqués aussi par la propagande insidieuse de la grande presse, de la radio, les travailleurs se taisent.

La bourgeoisie a ainsi les mains libres. Mais l'imbécilité politique de la classe dirigeante en France est telle, les oppositions d'intérêts entre les différents groupes capitalistes si fortes, la décomposition des partis politiques bourgeois si poussée, qu'elle ne parvient pas à trouver une issue à ce conflit qui, comme le dit De Gaulle, "bouche son avenir".

La France mène la guerre colonialiste depuis 1945. L'impérialisme français a perdu successivement l'Indochine, la Tunisie, le Maroc. La poussée irrésistible des masses exploitées en Asie et en Afrique a obligé depuis 15 ans les grandes puissances capitalistes à accorder peu à peu l'indépendance politique à leurs anciennes colonies. Mais, en Algérie, l'impérialisme s'accroche.

Conscient des dangers que la prolongation d'une telle situation crée au capitalisme français lui-même - complications internationales, énormes frais de la "pactification", importance politique accrue de l'Armée et des politiciens les plus "arriérés" dans la conduite de l'Etat - s'étant rendu compte de l'impossibilité de vaincre durablement, par la force militaire, la résistance du peuple algérien, De Gaulle, appuyé par une large fraction du grand capital, a essayé de s'orienter vers un compromis, une solution du genre "association" entre la France et un Etat algérien autonome. Dans l'esprit de De Gaulle, cette solution devrait permettre à la bourgeoisie française de conserver des positions économiques essentielles, dont le pétrole du Sahara, et de participer ensuite à la modernisation de l'ensemble formé par les trois pays nord-africains.

La politique dite d'autodétermination définie le 16 septembre dernier était un premier pas dans ce sens.

Mais la réponse du F.L.N. exigeant des garanties quant à l'organisation des élections, à la liberté de propagande et de participation, au retrait ou à la "neutralisation" de l'Armée française, exprimait en même temps la méfiance du peuple algérien et la détermination des combattants de ne pas déposer les armes sur des simples promesses.

Depuis le 16 septembre, aucun pas vers une négociation n'avait été fait. La guerre a continué. La répression a continué. Aussi atroces, aussi barbares.

C'est que l'autodétermination n'est qu'un mot et que tout dépend du contenu qu'on lui donne. Si De Gaulle a parlé d'autodétermination, c'est parce que, depuis cinq ans, le peuple algérien résiste à une armée de 500.000 soldats. Dans des élections libres, le vote massif des algériens pour l'indépendance ne fait aucun doute, les "ultras" eux-mêmes le reconnaissent. Mais l'Armée française est là. Elle pourrait organiser ces élections et en tirer n'importe quel résultat. Cela, tout le monde le sait. Et tout le monde sait que cela ne servirait à rien. La seule issue pour le Gouvernement serait donc de se mettre d'accord avec les combattants algériens pour que le résultat de ces élections soit un compromis : ni indépendance totale ni francisation, mais association.

Or, l'insurrection des activistes d'Alger, la sympathie affichée par l'Armée pour le but essentiel de l'insurrection : "Algérie française", prouvent l'énorme difficulté, pour De Gaulle lui-même, d'avancer dans le sens d'un compromis.

L'autorité de l'Etat sera rétablie cette fois-ci. Tous les partis s'en félicitent. Les télégrammes et les pétitions affluent à l'Elysée. De "L'Aurore" à "L'Humanité", tout le monde approuve De Gaulle. Les centrales syndicales ont même envisagé la misérable farce d'un débrayage national d'une heure pour prouver l'adhésion des travailleurs au Chef de l'Etat.

Mais la "pactification" va continuer. Les jeunes ouvriers, paysans et étudiants sous l'uniforme vont continuer d'"amener les populations musulmanes à la France" tandis que des dizaines de milliers d'algériens mourront dans les camps de concentration et que des centaines de "rebelles" tomberont chaque semaine dans les djebels.

POUR QUOI NOUS LUTTONS

Le monde capitaliste se survit sans rien changer à la division de la société entre possédants qui dirigent et dépossédés qui exécutent. A l'Est comme à l'Ouest, les dirigeants de l'économie et de l'Etat s'emploient à transformer le travailleur en automate asservi aux machines, obéissant docilement aux slogans de la propagande officielle.

Depuis sa naissance, la classe ouvrière a lutté pour se libérer de l'exploitation et pour organiser la société sur une base collective.

La seule solution à la crise du monde moderne c'est l'organisation de la société par les travailleurs, le pouvoir des travailleurs exercé par des Conseils élus et révocables, par des organes permettant à toute la population travailleuse de gérer la vie sociale. La population travailleuse n'est rien d'autre que le producteur collectif de la société moderne. Elle est donc seule capable d'organiser la production et d'établir une planification répondant à ses propres besoins.

Ouvriers, employés, intellectuels, nous combattons pour le socialisme, pour le POUVOIR OUVRIER.

Les organisations qui prétendent représenter la classe ouvrière ont abandonné ce combat depuis longtemps.

Les centrales syndicales actuelles ne sont même plus capables de soutenir sérieusement les revendications ouvrières pour les salaires et les conditions de travail.

Contre les appareils bureaucratiques qui dirigent les syndicats actuels, nous ne préconisons pas de former des nouveaux syndicats, mais nous agissons pour que les travailleurs décident eux-mêmes de leurs propres revendications, organisent et contrôlent à la base leurs propres luttes.

Contre les divisions des salariés en catégories, nous proposons de défendre des revendications qui les unissent en un seul bloc : des revendications anti-hiérarchiques.

Contre le nationalisme qui asservit les exploités aux exploités de chaque pays, nous proclamons la nécessité d'unir les prolétaires de tous les pays en un seul mouvement international.

Nous luttons pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire, une avant-garde des travailleurs manuels et intellectuels dont le seul but sera d'aider l'ensemble de la classe ouvrière à réaliser son propre pouvoir :

LE POUVOIR DES CONSEILS DES TRAVAILLEURS

Si vous voulez recevoir régulièrement "POUVOIR OUVRIER"
A B O N N E Z - V O U S 1 an = 12 n° = 2 NF ou 8 timbres à 0,25 NF
Si vous désirez aider l'action entreprise par "POUVOIR OUVRIER"
souscrivez un ABONNEMENT DE SOUTIEN : 1 an = 5 NF.
Faire les versements au compte de "SOCIALISME OU BARBARIE" CCP PARIS 11.987-19
42, rue René Boulanger, Paris X°

Gérant : P. Rousseau